



**CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION
GÉOGRAPHIQUE (CNIG)**

Répertoire numérique détaillé du versement 20190033/1-20190033/45

Danièle Paul

Première édition électronique

Mention de note éventuelle

Archives nationales

Pierrefitte-sur-seine

2019

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales, il a reçu le visa du Service interministériel des Archives de France le

Sommaire

Organisation générale.....	8
Création et réglementation.....	8
Rapports du président Guy Lengagne.....	8
Ressources et fonctionnement du CNIG. Nomination et renouvellement du CNIG.....	8
Fonctionnement général.....	8
Budget et financement.....	8
Rapports d'activités.....	8
Mise en œuvre de la politique d'information géographique.....	9
« La lettre du CNIG ».....	9
Minutier chronologique.....	9
Normalisation.....	9
Mise en place de la nomenclature « EDIGEO » (Échange de données informatisées dans le domaine de l'information géographique).....	9
Normalisation : réunions avec la commission générale de la normalisation du trafic (CGIT)	10
Commissions.....	10
Commission des référentiels.....	10
Commission du Développement.....	10
Commissions topo-foncière et référentiel à grande échelle (RGE).....	10
Commission géo-positionnement.....	10
Commission « normalisation des formats d'échanges des données géographiques numériques ».....	10
Commission permanente de la recherche géographique.....	10
Groupes de travail (GT).....	10
Secrétariat général (Groupe de travail 1).....	11
Groupe de travail 4 : « Relations internationales ».....	11
Travaux du groupe de travail GT4 par la commission de référentiel.....	11
Groupe de travail « diffusion des données publiques ».....	11
Groupe de travail « aspects juridiques ».....	11
Groupe de travail plan local d'urbanisation (PLU) et servitudes d'utilité publique (PLU) « PLU et SUP ».....	12
Secteur d'activité de l'Observatoire National de l'Information Géographique (ONIG).....	12
Affaires internationales.....	12
Directive Inspire.....	12
Définition de la politique européenne en information géographique.....	12
Conférences à l'international.....	12
Projets.....	12
Système d'information géographique (SIG).....	12
Informatisation des plans.....	12
Documentation et fiches techniques de la maîtrise d'ouvrage du système d'information géographique.....	13
Secrétariat général.....	13
Territoires.....	13
Société de l'information.....	14
Exports.....	14
Élaboration de la réglementation.....	14
Risques inondations.....	14
Projet Geoform.....	14
Données à partir de l'espace.....	14

Mutualisation des informations localisées.....	14
Métiers de l'information géographique.....	14
Couverture géographique nationale.....	15

Référence

20190033/1-20190033/45

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Conseil national de l'information géographique (CNIG)

Dates extrêmes

1980-2010

Noms des principaux producteurs

FRAN_NP_009964 – Conseil national de l'information géographique

Importance matérielle

3,5 ml

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-seine

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture

Modalités d'entrée

Versement

Historique du producteur

Le Conseil national de l'information géographique est institué par décret n°85-790 du 28 juillet 1985 relatif au rôle et à la composition du Conseil national de l'information géographique. Cette instance consultative est alors placée auprès du ministre chargé du Plan (ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire).

En se conformant aux orientations du Plan de la nation et des plans régionaux, le Conseil national de l'information géographique contribue par ses études, avis ou propositions, à promouvoir le développement de l'information géographique et à améliorer les techniques correspondantes, en tenant compte des besoins exprimés par les utilisateurs publics ou privés.

Le conseil est compétent pour étudier tout ce qui concerne la saisie et l'identification des données localisées, leur traitement, la définition, l'élaboration, la conservation et la diffusion des produits en découlant. Cette compétence s'applique notamment aux travaux et aux recherches relevant des techniques terrestres, marines, aériennes et spatiales relatives à la géodésie, à la topographie, à la photogrammétrie, à la topométrie, à la toponymie, au nivellement, à l'hydrographie, à la photo-interprétation, à la télédétection et aux cartographies de toutes natures.

Dans ce cadre, le Conseil national de l'information géographique, sans entrer dans le fonctionnement des services qui y sont représentés, est consulté sur les orientations à donner à la politique nationale en matière de travaux et d'informations géographiques, en particulier lors de la préparation du Plan de la nation. Il émet des avis sur les projets de textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les ministres. Il examine et coordonne les programmes annuels ou pluriannuels de production et de diffusion de l'information géographique exécutés par l'État ou avec son concours financier. Il analyse les caractéristiques des besoins et de la production d'information géographique sous leurs différentes formes, à cette fin il organise toute concertation utile en s'appuyant sur des formations spécialisées et les instances régionales de concertation destinées à harmoniser les démarches locales. Il analyse les caractéristiques des besoins et de la production d'information

géographique sous leurs différentes formes, à cette fin, il organise toute concertation utile en s'appuyant sur des formations spécialisées et sur les instances régionales de concertation destinées à harmoniser les demandes locales. Il étudie et propose toutes mesures de nature à mieux répondre aux besoins des utilisateurs, notamment à ceux des collectivités territoriales, à améliorer les techniques de production et de diffusion de l'information, ainsi qu'à adapter la formation des personnels concernés à l'évolution technologique. Il analyse les activités exportatrices des organismes et entreprises de nationalité française dans les domaines de sa compétence et formule toutes recommandations propres à en assurer le développement. Il suggère, le cas échéant, de nouvelles orientations ou de nouveaux objectifs pour les programmes de recherche, et propose des expériences incitatives ou des projets pilotes. Il examine les problèmes de l'instrumentation géographique, y encourage les recherches nationales et veille à leur développement auprès des industriels français.

Le conseil est tenu informé des travaux des comités départementaux d'information et de liaison des levés à grande échelle entrepris par les services publics, institués par l'arrêté ministériel du 25 mars 1981.

En outre, le conseil peut émettre un avis sur la représentation de l'État aux conférences internationales ayant trait à l'information géographique. Il peut recevoir mission d'assurer cette représentation et de diffuser les informations correspondantes.

Le décret de 1985 est abrogé par le décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au Conseil national de l'information géographique, qui est alors réorganisé. Le Conseil national de l'information géographique est placé auprès du ministre chargé du développement durable, et a pour mission d'éclairer le Gouvernement dans le domaine de l'information géographique, notamment pour ce qui concerne la coordination des contributions des acteurs concernés et l'amélioration des interfaces entre ces derniers. Il prend en compte les besoins exprimés et en particulier les besoins des utilisateurs. Il peut formuler des avis sur toute question relative à l'information géographique.

Il peut être consulté par les ministres concernés sur les projets de textes législatifs et réglementaires ainsi que sur toute question relative à l'information géographique.

Le conseil constitue la structure de coordination nationale prévue aux articles 18 et 19.2 de la directive du 14 mars 2007.

Le Conseil national de l'information géographique dispose d'un secrétariat permanent qui anime et coordonne les contributions des utilisateurs, des producteurs, des fournisseurs de service à valeur ajoutée et des organismes de coordination, selon les orientations définies par le conseil.

Il est également chargé, dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du 14 mars 2007, de préparer les actions suivantes :

- la concertation et la coordination pour l'identification précise des données concernées ;
- la concertation pour la mise en œuvre des mesures concernant le partage des données entre les autorités publiques mentionnées à l'article L. 124-3 du code de l'environnement ;
- la coordination de l'adaptation des règles de mise en œuvre de la directive au niveau français ;
- la diffusion d'informations et les échanges d'expérience ;
- l'organisation du retour d'informations sur la mise en œuvre de la directive.

Historique de la conservation

Dans la perspective d'assurer la conduite des activités administratives, de justifier les droits des personnes et de l'administration et de conserver la mémoire des politiques publiques, les dossiers d'archives sont d'abord évalués, sélectionnés et archivés par le service des archives du ministère de l'Écologie, avant leur conservation et leur valorisation par les Archives Nationales.

Évaluation, tris et éliminations

Conformément à la politique d'archivage du ministère de l'Écologie, seuls les dossiers identifiés pour leur valeur patrimoniale sont conservés.

Mode de classement

Le plan de classement des archives est construit par les producteurs des archives et les archivistes. Afin de rendre compte des actions réalisées dans le cadre des politiques publiques portées par l'administration, il est organisé par fonction et activité. Aussi, le classement actuel respecte le(s) plan(s) de classement adopté(s) lors du versement aux archives du ministère de l'Écologie.

Présentation du contenu

Ce versement est un complément du versement 20120248. Il est composé de documents relatifs à l'organisation du Conseil national de l'information géographique, des travaux des commissions et des groupes de travail, d'études et d'actions à l'étranger.

Sources complémentaires

20120248/1-20120248/196 : Conseil national de l'information géographique (CNIG)

20190033/1-20190033/9

Organisation générale

1980-2006

20190033/1

Création et réglementation

1980-2006

- Notes sur la création du CNIG et de ses commissions
- Création du CNIG fonctionnement (1984-1991)
- Arrêté ministériel fixant les conditions d'exécution et de publication des levées de plans entreprises pour les services publics (1980) ; arrêtés du 16 septembre 2003 portant sur les classes précisions applicables aux catégories de travaux topographiques.
- Décrets CNIG publiés au JORF (1990-2006)

20190033/2

Rapports du président Guy Lengagne

1983-2001

Guy Lengagne est élu député en 1981 en devançant le député communiste sortant Jean Bardol, il siège à la commission des finances. La même année il est nommé par Michel Rocard, Président de la Commission Nationale d'Information Géographique et rédige un rapport édité à la documentation française. Réélu en 1997, en 1998 il est nommé membre du bureau de la commission chargée, sous la présidence de Raymond Forni, président de l'Assemblée Nationale, de réformer la présentation du budget de la Nation. En 2000 il est nommé parlementaire en mission pour 6 mois par le Ministre de l'Equipement des Transports et du logement Jean-Claude Gayssot pour réorganiser l'Institut Géographique National, mission qui donnera lieu à un rapport lui aussi édité à la documentation française.

- Rapport concluant les travaux du CNIG, notes (1983)
- Rapport « Les perspectives d'évolution de l'Information géographique et les conséquences pour l'IGN », suites données au rapport, comptes rendus de réunion, notes (1999-2001).

20190033/3

Ressources et fonctionnement du CNIG. Nomination et renouvellement du CNIG.

1985-2010

20190033/4

Fonctionnement général

1987-2001

- Mandats et commissions du CNIG (1987-1998)
- Aménagement des locaux (1995-2008)
- Attestations de personnels au CNIG (2001)
- Programme d'actions
- Stratégie et organisation du CNIG : plan d'action (2006-2007)
- « Évolutions du rôle et des apports du conseil national de l'information géographique et propositions d'évolution » : rapport (juillet 2008)

20190033/5

Budget et financement

1987-2010

- Déclaration des temps passés 2002
- Budget 2003-2006
- Budget 2006-2010
- Évaluation des moyens annuels consacrés en France à l'information géographique pour 1987.

20190033/6

Rapports d'activités

1999-2008

20190033/7

Mise en œuvre de la politique d'information géographique

1999-2007

- Évolution des programmes de production d'information géographique en France (1999-2000)
- « CNIG les repères », séminaire du secrétariat général de l'école nationale des Ponts-et-Chaussées (ENPC) du 23 et 24 juillet 2002
- Réforme de l'État (2002)
- Suivi de la convention entre l'institut géographique national (IGN) et le ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (METLTM) (2003)
- Recours contre l'État (2007)
- Suisse, visite du CNIG (2 mars 2007)
- Décret relatif à l'IGN (2003-2005)

20190033/8

« La lettre du CNIG »

1990-1993

- La lettre du CNIG n°7 (octobre 1990)
- La lettre du CNIG n°10 (mai 1992)
- La lettre du CNIG n°11 (novembre 1992)
- La lettre du CNIG n°12 (juin 1993)
- La lettre du CNIG n°13 (décembre 1993)

20190033/9

Minutier chronologique

2000-2006

20190033/10-20190033/11

Normalisation

1983-2000

20190033/10

Mise en place de la nomenclature « EDIGEO » (Échange de données informatisées dans le domaine de l'information géographique).

1991-1996

- Normalisation française Z 13-150 août 1992 « traitement de l'information géographique numérique, échange des données informatiques dans le domaine de l'information géographique (EDIGÉO) »
- Manuel de présentation de la norme expérimentale EDIGEO (juin 1993)
- Guide de l'utilisateur Tome 1 : « Concepts généraux en matière d'échange de données » (janvier 1994)
- Guide de l'utilisateur Tome 3 : « La grammaire et la description physique des méta-fichiers éditables d'un échange »
- Nomenclature d'échange du conseil national de l'information géographique associée à la norme (EDIGÉO) Z13-150- Tome 1 : « Présentation générale »
- Nomenclature d'échange du conseil national de l'information géographique associée à la norme (EDIGÉO) Z13-150- Tome 2 : « Mises à jour apportées à la version précédente » (30 juin 1994)
- Standard d'échange des objets du plan cadastral informatisés (juillet 1995)
- Échange des données du plan cadastrale informatisé sous format (EDIGÉO), modalités pratiques de mise en œuvre (juin 1996)
- Nomenclature d'échange du CNIG (22 décembre 1993)
- Nomenclature EDIGÉO (1991-1994)

-Ministère du budget, service des opérations fiscales et foncières sous-direction III A, bureau III A I : « recommandations pour la numérisation des plants cadastraux » (mai 1995)

20190033/11

Normalisation : réunions avec la commission générale de la normalisation du trafic (CGIT)

2000

20190033/12-20190033/17

Commissions

2000-2007

20190033/12

Commission des référentiels

2000-2007

-Travaux de la commission des référentiels 2000-2003

-Travaux de la commission des référentiels 2004-2007

20190033/13

Commission du Développement

2000-2005

Travaux de la commission du développement

20190033/14

Commissions topo-foncière et référentiel à grande échelle (RGE)

1998-2005

-Commission topo-financière (1998-2005)

-Proposition des spécifications générales pour les prises de vues aériennes destinées à des levées photogrammétriques régulières (juin 1993)

-Résultat de l'enquête relative au jet de plan topo-foncier A 1 : 5000

20190033/15

Commission géo-positionnement

2007

Travaux de la commission géo-positionnement

20190033/16

Commission « normalisation des formats d'échanges des données géographiques numériques »

1990

-Conseil national de l'information géographique (Rapport technique standard) d'échange d'information géographique (mai 1990)

-Conseil national de l'information géographique commission : « normalisation des formats d'échanges des données géographiques numériques »

-norme d'échanges d'informations géographiques « DIGEST » (septembre 1990)

20190033/17

Commission permanente de la recherche géographique

1994

-Éléments d'un vocabulaire géomatique document de travail 1ère édition (juin 1994)

20190033/18-20190033/28

Groupes de travail (GT)

1983-2006

20190033/18

1983-1997

-Commission nationale de l'information géographique, groupe de travail n° 8 « besoins et utilisateurs » rapport 1983

- Nouveau système de référence géodésique
- Réseaux de nivellement 1992-1994
- GT1 95 marchés de L'UE
- GT2 95 marché français
- GT 395 juridique
- CNIG - GT3 juridique 1995-1997

20190033/19

1998-2005

Travaux du GT « adresse » 1998-2005

Travaux du GT « RGE.zones urbaines denses » (2000)

Travaux du GT du Littoral 2000-2004

20190033/20

1996-2005

-GT positionnement 1996-2002

-Travaux du groupe de travail « référentiel aux grandes échelles en zone urbaine » 2001

-Travaux du groupe de travail interministériel sur l'information géographique 2000-2005

20190033/21

1999-2004

-Travaux du GT 2 « observation de la terre par satellite » (1999-2000)

-Édition cartographique publique (1999)

-Travaux du Groupe de travail formation, recherche et développement (1999-2004)

20190033/22

Secrétariat général (Groupe de travail 1)

1999-2006

-Groupe de travail textes réglementaires 1999-2002

-Secrétariat général du Groupe de travail 1 « secteurs d'activités » 2001-2003

-Travaux du Groupe de travail « animation territoire » 2000-2006

20190033/23

Groupe de travail 4 : « Relations internationales »

2001-2004

-Travaux du GT4 « relations internationales »

-GT4 « relations internationales » 2001-2004

20190033/24

Travaux du groupe de travail GT4 par la commission de référentiel

2002-2007

-Travaux du GT4 « rattachement »

20190033/25

Groupe de travail « diffusion des données publiques »

1996-2004

-SGCI (Secrétariat Général du Comité Interministériel)

-Réutilisation des données publiques

-Quel avenir pour la diffusion des données publiques « DRAST-METATTM » 1er octobre 2001+ guide juridiques.

-Travaux du Groupe de travail 3 « diffusion des données publiques » 1996-1998

20190033/26

Groupe de travail « aspects juridiques »

2001-2007

-Travaux du Groupe de travail « aspects juridiques » 2001-2003

-Travaux du Groupe de travail « aspects juridiques » 2004-2007

20190033/27

Groupe de travail plan local d'urbanisation (PLU) et servitudes d'utilité publique (PLU)
« PLU et SUP »

2004-2007

- Travaux du groupe de travail « PLU et SUP » (2004-2005)
- Travaux du groupe de travail « PLU et SUP » (2006-2007)
- Référentiel parcellaire (2007)

20190033/28

Secteur d'activité de l'Observatoire National de l'Information Géographique (ONIG)

2002-2007

- Travaux du GT secteur d'activité ONIG (2002-2003)
- Travaux du comité de pilotage ONIG (2003-2007)
- Rapport du projet de fin d'études « Étude de définition du noyau de l'observatoire français de l'information géographique »
- Annexes du projet de fin d'études « Étude de définition du noyau de l'observatoire français de l'information géographique »
- CD ONIG phase B (mars 2004)
- CD ONIG (février 2006)
- CD CNIG ONIG phase A1 (2004)

20190033/29-20190033/32

Affaires internationales

2005-2009

20190033/29

Directive Inspire

2005-2009

La directive INSPIRE, élaborée par la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne, vise à établir en Europe une infrastructure de données géographiques pour assurer l'interopérabilité entre bases de données et faciliter la diffusion, la disponibilité, l'utilisation et la réutilisation de l'information géographique en Europe.

- Travaux du groupe de liaison Inspire
- Approche du groupe de liaison Inspire (2002-2004), travaux du SGIC (2004-2005)
- Adoption de la directive Inspire 2005

20190033/30

Définition de la politique européenne en information géographique

2000

- Geographical information (GI) 2000

20190033/31

Conférences à l'international

2001-2002

- Conférence « Africagis » à Nairobi, Kenya
- Global spatial data infrastructure à Budapest, Hongrie

20190033/32

Projets

2001

- Union européenne, Information Society Technologies (IST) ; Information géographique en Europe (IGE).
- Projet Oise

20190033/33-20190033/34

Système d'information géographique (SIG)

1988-2000

20190033/33

Informatisation des plans

1988-2000

- Étude d'évaluation de l'utilité économique et sociale de l'information géographique (27 juin 1988)
- Étude d'évaluation de l'utilité économique et sociale de l'information géographique (27 avril 1989)
- Observatoire des SIG (1992)
- Guide économique des SIG (1992-1993)
- Commission « évaluation de l'utilité économique et sociale de l'information géographique » comité de pilotage « Guide économique des SIG » (1990-1993)
- Qualité (1992)
- Plan cadastral informatisé (1994-2000)
- Recommandation relative aux métadonnées (2005-2006)

20190033/34

Documentation et fiches techniques de la maîtrise d'ouvrage du système d'information géographique

1995-2009

- Catalogue des sources d'information géographique numériques de niveau national (juin 1993)
- Annuaire du secteur de l'information géographique en France (1995)
- Catalogue des sources d'information géographique numériques de niveau national 2^e (1995)
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » 2^e série n° 11 à 22
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 23 à 32
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 33 à 42
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 43 à 50
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 51 à 59
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 60 à 70
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 71 à 80
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 81 à 89
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 90 à 100
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 101 à 111
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 112 à 120
- Fiches techniques « Maîtrise d'ouvrage SIC » fiche n° 121 à 129
- Séminaire « information géographique et aide au développement durable » (4 mai 2006)
- Séminaire « information géo » (9 juin 2006)

200190033/35-20190033/45

Secrétariat général

1991-2006

- CNIG « les repères », séminaire du secrétariat général ENPC les 23 et 24 juillet 2002
- Suite du rapport d'audit (mars 2004)
- Tableau récapitulatif des travaux des commissions du CNIG (1991-2005)
- Travaux du secrétariat général (2001-2004)
- Convention CNIG/AFIGEO règlement intérieur Afigéo

20190033/36

Territoires

2001-2008

- Tom nouvelle Calédonie (2001)
- Circulaire interministérielle (2002)
- Tableau de synthèse CNIG : inventaire (2001-2004)
- Réunion des animations régionales (5-6 juin et 4 septembre 2008)

20190033/37

Société de l'information

1997-2003

- Étude sur le prix de la donnée
- l'institut géographique national et la société de l'information rapport au gouvernement
- l'institut géographique national et la société de l'information rapport au gouvernement, version condensée
- l'information géographique Française dans la société de l'information état des lieux et proposition d'action (mai 1998)
- Schéma directeur de l'information géographique du Ministère de l'Équipement, projet, 36 pages (février 2003)
- Schéma directeur de l'information géographique du Ministère de l'Équipement, projet, 62 pages (février 2003)

20190033/38

Exports

1997-2002

- La représentation française à l'international dans le domaine de l'information géographique : rapport d'étude pour le groupe export de la commission économique CNIG/AFIGEO (septembre 1997)
- Export

20190033/39

Élaboration de la réglementation

2004-2007

- Décret portant sur l'IGN 2004
- Zonages, réglementation
- Proposition pour le développement de l'information géographique en France (janvier 2007)

20190033/40

Risques inondations

2003-2015

- Mission risques naturels
- Système d'information géographique et gestion de l'eau

20190033/41

Projet Geoform

2000-2002

Projet Geoform

20190033/42

Données à partir de l'espace

1995-2001

- Politique de diffusion des données d'observation de la terre à partir de l'espace, synthèse
- Politique de diffusion des données d'observation de la terre à partir de l'espace, propositions
- La filière avale de l'observation de la terre « synthèse et recommandations »
- Observation en réseau de l'aménagement du territoire européen (ORATE) orientation (2001-2006)

20190033/43

Mutualisation des informations localisées

2007-2008

- Information localisée, conseil pour les mutualiser (2008)
- Échanger des données localisées : guide juridique (2 septembre 2007)

20190033/44

Métiers de l'information géographique

1996-2003

-Réflexions métiers

-Enquête métiers pour une reconnaissance des métiers de l'information géographique (12 juin 2003)

-Inventaire des formations en géographique (2000-2001)

-Instance formation

20190033/45

Couverture géographique nationale

2000-2001